

CARTES QUESTIONS / RÉPONSES



- Imprimez la feuille A4 recto-verso, en taille réelle, (si possible sur du papier cartonné) ;
- Découpez tous les pointillés noirs.



CARTE QUESTION

-  Est-ce que seuls les fonctionnaires sont concernés par l'obligation de neutralité ?
-  Qui a dit "la laïcité ne se réduit pas à la tolérance car elle est fondée, non seulement sur la liberté de conscience, mais aussi sur le respect égal et mutuel de toutes les personnes puisqu'il n'y a pas de liberté pour l'Homme sans égalité de droits" ?
a. Jean Jaurès b. Aristide Briand c. Ferdinand Buisson
-  Qu'implique le principe de laïcité s'agissant des bâtiments publics ?
-  Vrai ou faux : un usager d'un service public ne peut pas porter de signe religieux ?
-  Dans quel type d'espace est interdite la dissimulation du visage depuis la loi du 11 octobre 2010 ?

CARTE QUESTION

-  Citez 3 obligations des agents publics prévues par le statut de la fonction publique.
-  Quel événement représentatif des affrontements entre catholiques et protestants s'est déroulé le 24 août 1572 ?
-  Citez au moins deux exceptions à l'interdiction d'élever ou d'apposer des signes ou emblèmes religieux dans les espaces publics ?
-  Dans quelles conditions une association culturelle peut-elle bénéficier d'une mise à disposition de locaux communaux ?
-  Quelles sont les limites à l'expression des convictions religieuses dans l'espace public ?

CARTE QUESTION

-  Comment appelle-t-on la doctrine tendant à bannir toute manifestation religieuse de l'espace public ?
-  Qui a dit "Paris vaut bien une messe" ?
-  Quelle loi a étendu l'obligation de neutralité aux agents d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ayant pour objet l'exécution d'une mission de service public ?
-  Quelle est la conduite à tenir en cas d'usager se présentant le visage couvert dans un service public ?
-  Que faire en cas de citoyen ayant le visage dissimulé ?

CARTE QUESTION

-  En 2024, combien y-a-t-il de motifs de discrimination reconnus par la loi : 6, 12 ou 26 ?
-  Qui était président de la République lors de la promulgation de la loi de Séparation des Églises et de l'État ?
a. Armand Fallières b. Félix Faure c. Émile Loubet
-  À qui appartiennent les édifices culturels construits avant 1905 ?
-  Sur quel fondement a été validé, par la Cour européenne des droits de l'Homme, l'interdiction de dissimulation du visage dans l'espace public ?
-  Citez trois lieux qui appartiennent à l'espace public.

MÉMO CATÉGORIES

-  Cadre juridique et terminologie
-  Culture et histoire
-  Agents publics et bâtiments publics
-  L'usager du service public
-  Le citoyen dans l'espace public



Neutralité, obéissance hiérarchique, réserve, discrétion professionnelle, secret professionnel, prévention des conflits d'intérêts, impartialité, dignité, probité, loyauté, intégrité.

Le massacre de la Saint-Barthélemy.

Les édifices servant au culte, les terrains de sépulture dans les cimetières, les monuments funéraires ainsi que les musées ou expositions.

À condition que la mise à disposition s'effectue dans les mêmes conditions que pour toute autre association (prix, fonctionnement, durée...).

Risque d'atteinte à l'ordre public / Prosélytisme abusif

CARTE RÉPONSE



Non. L'ensemble des agents publics ainsi que les agents privés chargés d'une mission de service public (par le biais d'un marché public ou d'une concession) sont concernés par l'obligation de neutralité.

Jean Jaurès (1859-1914)

La loi du 9 décembre 1905 interdit, pour l'avenir, d'apposer ou d'élever aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit (moyennant certaines exceptions posées par l'article 28 de ladite loi).

Faux. La neutralité ne s'applique qu'aux agents publics dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans l'espace public, c'est-à-dire les voies publiques ainsi que les lieux ouverts au public ou affectés à un service public.

CARTE RÉPONSE



Ceux nationalisés en 1789 sont propriété de l'État, des départements ou des communes. Ceux construits pendant le Concordat (entre 1801 et 1905) appartiennent soit aux communes soit aux associations culturelles (pour les édifices protestants et israélites).

Sur le fondement du vivre-ensemble et le respect des exigences minimales de la vie en société.

Plages, jardins, promenades publiques, cinémas, théâtre, commerces, établissements bancaires, gares, aéroport, transports en commun ainsi que l'ensemble des institutions, juridictions et administrations publiques ainsi que les organismes chargés d'une mission de service public.

CARTE RÉPONSE



Le laïcisme.

Henri IV, lors de son couronnement le 25 juillet 1593.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, dite parfois loi "Séparatisme"

Il faut lui demander de se découvrir ou de quitter les lieux, mais en aucun cas le forcer à le faire. En cas de refus, l'agent ou son responsable doit faire appel aux forces de l'ordre, qui seules peuvent dresser un procès-verbal et vérifier l'identité de la personne.

Seule la police peut intervenir et sanctionner le contrevenant.

CARTE RÉPONSE

CARTE QUESTION

-  Citez 5 motifs de discrimination expressément cités par le code pénal.
-  Quel était le poste occupé par Aristide Briand lors de la promulgation de la loi de séparation des Églises et de l'État ?
-  Qui est chargé de l'entretien des édifices culturels ?
-  Un usager peut-il refuser de valider son titre de transport électronique dans le bus au motif que cela utilise de l'électricité et que sa religion le lui interdit ce jour-là ?
-  Quelle est l'appellation générique des voies publiques et des lieux ouverts au public ou affectés à un service public ?

CARTE QUESTION

-  Un bandana peut-il être considéré par le juge comme un signe religieux ?
-  Quel peintre français du XIXe siècle, connu pour ses œuvres républicaines, a souvent illustré Marianne, symbole de la République française laïque et a peint *La liberté guidant le peuple* en 1830 ?
-  Un agent public peut-il refuser de se présenter à son rendez-vous avec le médecin du travail aux motifs que celui-ci serait de sexe différent et que sa religion le lui interdit ?
-  La médiathèque peut-elle proposer au prêt des ouvrages évoquant le fait religieux ?
-  Seules les religions reconnues par l'Etat peuvent manifester dans la rue : vrai ou faux ?

CARTE QUESTION

-  Sur quel fondement un maire peut-il interdire une manifestation religieuse sur l'espace public ?
-  Comment appelle-t-on une personne qui, sans croire en Dieu, laisse le doute sur la possibilité de son existence ?
-  Citez au moins une des 3 missions du référent laïcité.
-  Est-ce que des parents peuvent demander au directeur d'une école publique de s'assurer que les repas distribués aux enfants respectent les prescriptions confessionnelles ?
-  Quel vêtement a failli être interdit dans l'espace public lors des débats préparatoires à la loi du 9 décembre 1905 ?

CARTE QUESTION

-  Selon le Larousse, qu'est-ce qu'un « zèle ardent pour recruter des adeptes, pour tenter d'imposer ses idées » ?
-  Pourquoi la loi du 9 décembre 1905 ne s'applique pas en Alsace-Moselle ?
-  En quelle année est entrée en vigueur l'obligation pour les collectivités territoriales de nommer un référent laïcité ?
-  Un usager peut-il récuser un agent public au seul motif de sa pratique religieuse ?
-  Est-il possible de porter un signe religieux en tant qu'employé d'une entreprise ?

CARTE QUESTION

-  Citez une situation dans laquelle le prosélytisme peut être sanctionné.
-  Qui a dit « ce qui diffère de moi, loin de me léser, m'enrichit » ? a. Antoine de Saint-Exupéry b. Louis Aragon c. Jean-Paul Sartre
-  Dans quelle condition un agent public peut s'absenter pour participer à une fête religieuse ?
-  Un usager peut-il solliciter un traitement différencié au nom de sa religion ?
-  Citez au moins un motif pour lequel une entreprise peut limiter la liberté religieuse de ses salariés.

CARTE QUESTION

-  Que signifie le terme "sécularisation" ?
-  En quelle année la France a ratifié la Convention européenne des droits de l'Homme, qui consacre « la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites ».
-  Est-il possible pour un agent de porter en médaille la médaille qui lui a été offerte pour son baptême ?
-  Citez une exception à la règle de non subventionnement des cultes.
-  Une entreprise peut-elle interdire à ses agents de porter des signes religieux ?

CARTE RÉPONSE

Lorsqu'il s'exerce dans le cadre professionnel, à l'encontre de mineurs ou de personnes en situation de faiblesse (morale, psychologique ou économique) ou lorsqu'il est considéré comme abusif.

α. Antoine de Saint-Exupéry (1900-1944)

À condition que les nécessités de service lui permettent de s'absenter ce jour (comme pour n'importe quelle demande d'absence).

Non. Nul ne peut se prévaloir de ses croyances pour s'effranchir des règles communes.

En cas d'incompatibilité avec les normes d'hygiène et sécurité, en cas d'entrave à la réalisation de la mission du salarié ou des intérêts économiques de l'entreprise.



CARTE RÉPONSE

Uniquement pour un motif tiré des risques de trouble à l'ordre public.

Une personne agnostique à la différence d'une personne athée qui nie l'existence de Dieu.

Conseil aux chefs de service et agents publics / Sensibilisation des agents au principe de laïcité / Organisation de la journée de la laïcité.

Non : les agents publics ne peuvent être tenus pour responsables de la pratique religieuse des élèves.

La soutane



CARTE RÉPONSE

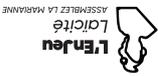
C'est le phénomène de perte d'influence de la religion dans la société civile. La sécularisation se distingue de la laïcisation n qui est un acte juridique de séparation des églises et de l'état.

1974

Non. L'article L. 121-2 du code de la fonction publique impose une neutralité absolue aux agents publics et salariés privés investis d'une mission de service public.

La prise en charge des services d'aumônerie dans un espace contractuel (hôpitaux, armées, prisons...); la construction de la grande mosquée de Paris dans les années 30; le régime concordataire toujours applicable en Alsace - Moselle; la rémunération du clergé catholique en Guyane.

Si le principe est la liberté d'expression religieuse pour les salariés, des restrictions peuvent y être apportées par l'employeur privé à condition d'être justifiées et proportionnées (art. L. 1121-1 et 1321-2-1 du code du travail).



CARTE RÉPONSE

Le prosélytisme

Lors de la promulgation de la loi, l'Alsace et la Moselle n'appartenaient plus au territoire français mais étaient annexées à l'Empire allemand à la suite de la guerre Franco-prussienne de 1870.

En 2021, avec la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Non. Nul ne peut se prévaloir de ses croyances, y compris religieuses, pour demander une adaptation du service public et que l'administration mette à sa disposition un autre agent que celui-ci avec lequel il avait à faire.

Oui, sauf si le règlement intérieur de l'entreprise restreint cette liberté.



CARTE RÉPONSE

Apparence physique, âge, état de santé, appartenance ou non à une prétendue race, appartenance ou non à une nation, sexe, genre, orientation sexuelle, grossesses, situation familiale, handicap, caractéristiques génétiques, mœurs, patronyme, activités syndicales, origine, lieu de résidence, appartenance ou non à une ethnie, opinions politiques, domiciliation bancaire, perte d'autonomie, capacité à s'exprimer dans une langue étrangère, religion, vulnérabilité économique, opinions philosophiques.

Député de la Loire, rapporteur de la loi du 9 décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État.

Le propriétaire, donc le plus souvent l'état, les départements ou les communes pour les édifices catholiques.

Non : il n'est pas possible de se prévaloir de son appartenance religieuse pour bénéficier de règles adaptées.

L'espace public



CARTE RÉPONSE

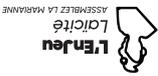
Oui : si le bandana est un accessoire vestimentaire neutre à la base, le fait de le porter en vue de manifester son appartenance religieuse fait de lui un signe religieux par destination. Dans ces conditions, son port par un agent public dans l'exercice de ses fonctions porterait atteinte à son obligation de neutralité.

Eugène Delacroix (1798-1863).

Non : il ne peut demander un traitement différencié pour un motif religieux.

Oui, à condition de respecter un certain pluralisme dans les religions représentées et de ne pas proposer d'ouvrages prosélytes.

Faux : toutes les religions peuvent manifester des lors que l'État n'en reconnaît aucune (art. 2 loi du 9 décembre 1905).



CARTE QUESTION



Quelle loi est venue consacrer le principe de laïcité en imposant des clauses particulières dans les contrats de la commande publique et en instituant la fonction de référent laïcité dans l'Administration ?



Quelle liberté a été consacrée par la loi Falloux en 1850 ?



Un agent peut-il partager des gâteaux avec ses collègues issus d'une cérémonie religieuse ?



Un cinéma géré en régie par une commune peut-il proposer des films abordant le fait religieux ?



Sous quelle condition un élu peut-il participer à une cérémonie religieuse officielle ?

CARTE QUESTION



Quelle est la différence entre laïcisation et sécularisation ?



En quelle année le droit de vote a-t-il été accordé aux femmes en France ?



Dans quel cadre l'obligation de neutralité peut-elle être étendue au domicile de l'agent ?



Quelle est la différence d'application du principe de laïcité entre les élèves d'une école publique et les professeurs ?



Quelles sont les 2 conditions qui permettent à une entreprise d'inscrire une clause de neutralité dans son règlement intérieur ?

CARTE QUESTION



Comment appelle-t-on la perte d'influence de la religion dans la société ?



Qui a dit « La laïcité signifie que dans la société, nous sommes définis par notre citoyenneté et en aucun cas par notre religion » ?

a. Yannick Noah b. Abd al Malik c. Axelle Red



Un élu peut-il porter un signe religieux ?



Un usager peut-il refuser de fournir une photo d'identité « tête nue » pour son passeport au motif que ce serait contraire à sa religion ?



Les membres des conseils citoyens sont-ils soumis à l'obligation de neutralité ?

CARTE QUESTION



Citez les trois cas dans lesquels la présence d'une crèche de Noël dans le hall d'un hôtel de ville ne constitue pas une entorse au principe de laïcité.



Quelle œuvre de théâtre, interdite en France au début du XXe siècle, a suscité de vives polémiques en raison de son contenu critiquant l'action du pape Pie XII durant la Seconde Guerre mondiale, notamment à l'égard des juifs ?



Dans quels cas un salarié d'une crèche associative est soumis au principe de neutralité ?



Un maire peut-il refuser de louer une salle municipale à l'église de scientologie au motif que la demande émane d'une secte ?



Les représentants d'une secte peuvent-ils tracter dans la rue ?

CARTE QUESTION



Selon le Larousse, qu'est-ce que « l'attitude de quelqu'un qui admet chez les autres des manières de penser et de vivre différentes des siennes propres » ?



Qui a dit « la liberté est le droit de faire ce que les lois permettent » ?

a. Voltaire b. Jean-Jacques Rousseau c. Montesquieu



À quoi sert la charte de la laïcité dans les services publics ?



La famille d'un défunt est-elle fondée à réclamer son inhumation dans le carré confessionnel correspondant à sa religion ?



Pourquoi est-il essentiel de maintenir la laïcité dans les écoles publiques ? a. Pour que les enfants ne passent pas trop de temps à discuter de religion au lieu de maths. b. Pour garantir un espace d'apprentissage inclusif et respectueux pour tous. c. Pour que les pauses déjeuner ne se transforment pas en débats théologiques.

CARTE QUESTION



Citez au moins l'un des adjectifs que contient la 1^{ère} phrase de l'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 : "La France est une République..."



En quelle année, à dix ans près, a eu lieu le baptême de Clovis ?



Citez 3 exemples de chartes de la laïcité.



Un maire peut-il refuser l'inhumation d'un défunt dans un carré confessionnel en se fondant sur des considérations religieuses ?



Pourquoi existe-t-il des signes religieux dans les allées de certains cimetières sans qu'ils ne portent toutefois atteinte au principe de séparation entre affaires religieuses et publiques ?

La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, dite loi « Séparatisme », La liberté d'enseignement.

Oui, à condition que cet instant de partage n'ait la aucune dimension religieuse ou prosélyte.

Oui dès lors que celui-ci s'inscrit dans une dimension culturelle et ne poursuit aucune fin prosélyte.

À condition de ne pas suivre les rites de ladite religion (commun, récit des prières). À l'inverse, il lui est permis et même conseillé d'en respecter les coutumes (se couvrir la tête, enlever ses chaussures...).



CARTE RÉPONSE

La sécularisation est le phénomène de perte d'influence de la religion dans la société civile. Quant à la laïcisation, il s'agit d'un acte juridique de séparation des églises et de l'état.

1944

En cas de télétravail (et, par exemple, d'une visioconférence).

Les élèves peuvent porter un signe religieux dès lors qu'il n'est pas ostensible (art. L. 141-5-1 du code de l'éducation) ; les professeurs ne peuvent porter aucun signe religieux dans l'exercice de leurs fonctions (art. L. 121-2 du code général de la fonction publique).

La clause doit être générale et indifférenciée. Elle ne doit s'appliquer qu'aux salariés se trouvant en contact avec des clients.



CARTE RÉPONSE

La sécularisation

b. Le chanteur Abd al Malik (1975-)

Oui, sauf lorsqu'il exerce une mission au nom de l'Etat (par exemple, un adjoint au maire célébrant un mariage en tant qu'officier d'état civil).

Non : aucun usager ne peut se prévaloir de ses croyances religieuses pour exiger une adaptation du fonctionnement du service public et des règles communes à toutes et tous.

Non. La loi Lamy impose la neutralité de l'instance mais pas de ses membres.



CARTE RÉPONSE

Lorsque des circonstances particulières permettent de lui reconnaître un intérêt culturel, artistique ou festif (CE, Ass., 9 novembre 2016, n°395223).

Le Vicaire (Der Stellvertreter), fiction pour le théâtre de Rolf Hochhuth parue en 1963.

Lorsque la crèche s'est vue attribuer un marché public ou une délégation de service public pour ce faire, alors ses salariés sont soumis à l'obligation de neutralité.

Non : en France, il est possible de parler de dérive sectaire mais non de secte. En effet, l'état ne reconnaissant pas les religions, il n'est donc pas en mesure de distinguer les mouvements religieux des mouvements sectaires. Une telle décision d'un maire ne pourrait donc se fonder sur ce motif.

En France, l'état ne peut donner la qualification de secte à une communauté sans contrevenir à l'article 2 de la loi de 1905. Il est donc possible de tracer pour un mouvement religieux (quelle que soit son importance), sous les réserves communes liées entre autres à l'ordre public.



CARTE RÉPONSE

La tolérance

c. Montesquieu (1689-1755)

Elle rappelle aux agents publics comme aux usagers des services publics leurs droits et devoirs découlant de l'application du principe républicain de laïcité et contribue ainsi au bon fonctionnement du service public.

Non : si la facilitation de regroupements confessionnels peut être permise ou facilitée par le biais des carrés confessionnels, les usagers ne peuvent se prévaloir de leur religion pour obliger la collectivité sur l'emplacement de l'inhumation pour ce motif.

b) Pour garantir un espace d'apprentissage inclusif et respectueux pour tous.



CARTE RÉPONSE

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et social ».

La date est incertaine : longtemps datée à Noël 496, 498 ou 499.

Dans les services publics, dans les écoles, dans les hôpitaux...

Non : si la facilitation de regroupements confessionnels peut être permise ou facilitée par le biais des carrés confessionnels, le maire ne peut toutefois refuser une inhumation en se fondant sur ce motif.

Ils ne portent pas atteinte au principe de séparation s'ils sont antérieurs à 1905.



CARTE RÉPONSE

CARTE QUESTION



En quelles années ont été adoptées les lois instaurant l'enseignement public laïque : 1848-1852, 1882-1886 ou 1904-1905 ?



Où Charlemagne a-t-il été sacré empereur par le pape Léon III ?



Quel est le rôle du chef de service en cas d'atteinte avérée à la neutralité par un agent ?



Quelle est la conduite à tenir si un usager se présente en mairie en portant un signe religieux ?



Un parent d'élève d'une école de Bourgogne souhaite qu'un crucifix présent dans une salle de classe d'une école publique soit retiré. Est-il fondé à le demander ?

CARTE QUESTION



Citez l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 (article le plus célèbre de la loi, posant le principe même de séparation entre affaires publiques et religieuses).



Quelle était la religion de Jean Calas, sujet de l'ouvrage *Traité sur la tolérance* publié par Voltaire en 1763 ?



Quelles obligations pèsent sur les acheteurs publics pour garantir le respect du principe de laïcité ?



La liberté d'exprimer sa religion dans l'espace public est-elle totale ?



Une entreprise privée peut-elle exiger de ses employés qu'ils respectent une tenue vestimentaire neutre ?

CARTE QUESTION



Citez l'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 1905 qui fixe les garanties de l'État vis-à-vis de la religion.



Quel est le nom de la doctrine par laquelle la monarchie française a encouragé l'autonomisation de l'Église de France vis-à-vis du Vatican ?



Est-il possible de mettre un sapin dans le hall d'accueil d'un bâtiment administratif pendant la période de Noël ?



Est-il possible d'autoriser ou d'interdire le port du burkini dans une piscine en se fondant sur un motif religieux ?



De nos jours, où est-il possible de voir nos impôts participer directement au culte ?

CARTE QUESTION



Quel est l'intitulé exact de la loi du 9 décembre 1905 ?



Quelle ville accueillait les papes Français aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles ?



Quelles sont les précautions à prendre en matière de communication si le maire vous demande d'organiser une chasse aux œufs en chocolat ?



Conformément au principe de laïcité, entre les lois religieuses et les lois républicaines, qui a la primauté ?



Puis-je tracter pour mon église sur la place du marché de mon village ?

CARTE QUESTION



Quel texte proclame que « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi » ?



En quelle année est proclamée la liberté de culte pour la première fois ?



Un agent public peut-il porter un signe religieux (croix, voile) pendant son temps de travail ?



Dans quelle hypothèse un enfant peut bénéficier d'un menu adapté à la cantine ?



Les croix de mission, parfois placées en bordure de routes ou chemins, sont-elles compatibles avec le principe de laïcité ?

CARTE QUESTION



Par quel organisme a été remplacé l'Observatoire de la laïcité en 2021 ?



Qu'est-ce que « l'affaire des fiches » qui a conduit à la démission le gouvernement Combes le 14 janvier 1905 ?



Un agent public peut-il refuser de recevoir la demande d'un administré car celui-ci arbore un signe religieux ?



Quelles sont les hypothèses où la situation des usagers justifie que l'administration assure l'exercice de leur culte ?



Les carrés confessionnels sont-ils compatibles avec le principe de laïcité ?

CARTE RÉPONSE

À Rome, le 25 décembre 800.
L'enseignement public laïc a été instauré par les lois Ferry de 1882 et 1883 ainsi que la loi Goblet de 1886.
Il doit veiller au respect de ce principe par tous les agents placés sous son autorité (art. L. 124-1 du CGFP) et faire usage, le cas échéant, de son pouvoir disciplinaire.
Tout usager a le droit de porter un signe religieux. Aussi, il convient de garantir son traitement égal à celui de tout autre usager ou administré.
Oui : les signes religieux sont interdits dans les écoles publiques.



CARTE RÉPONSE

« La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ».
Jean Calas était protestant.
Tout contrat de la commande publique confiant en tout ou partie l'exécution d'un service public doit contenir une clause "laïcité" rappelant les obligations de neutralité et les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant si celui-ci ne les respecte pas.
Non : cette liberté trouve sa limite dans le maintien de l'ordre public et l'interdiction dissimulation du visage dans l'espace public.
Oui, dans ces cas très spécifiques. Mais le principe reste la liberté religieuse.



CARTE RÉPONSE

« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes. »
Le Galllicanisme
Oui, il s'agit d'une tradition paternelle.
Non, une telle interdiction ne pourrait se baser que sur des motifs sanitaires ou de sécurité.
L'Alsace-Moselle (lié au Concordat de 1801 et sa non-abolition. Attention, ce dernier ne s'appliquait qu'aux religions prévues (catholique, réformés, luthériens et juifs)) mais aussi parfois en Outre-mer.



CARTE RÉPONSE

Loi portant séparation des Eglises et de l'Etat
Avignon, d'où son surnom de « cité des papes ».
Ne faire aucune référence à la fête religieuse de Pâques.
Les lois républicaines : il n'est pas possible de se prévaloir d'une loi religieuse pour s'exonérer d'une loi républicaine.
Oui : le prosélytisme est autorisé sur la voie publique.



CARTE RÉPONSE

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 (à son article 10).
1791
Non. Les agents publics doivent respecter une stricte neutralité religieuse, ce qui leur interdit de porter tout signe religieux dans l'exercice de leurs fonctions.
Uniquement en cas de contraintes médicales (PAL)
Oui si elles sont antérieures à l'entrée en vigueur de la loi de 1905 qui interdit tout monument religieux sur la voie publique.



CARTE RÉPONSE

Le Comité interministériel sur la laïcité
C'est un scandale politique : il s'agit de la révélation d'un système de fchages des opinions politiques et religieuses des officiers de l'Armée française à l'initiative du général Louis André, ministre de la Guerre, à la suite de l'affaire Dreyfus.
Non. D'une part, l'usager est libre de porter tout signe religieux qu'il souhaite. D'autre part, l'agent doit traiter de façon égale tout usager. Ce sont précisément ce que garantit le principe de laïcité : la liberté (de croire ou de ne pas croire, d'exprimer sa religion) et l'égalité (de traitement devant la loi et le service public).
La question des usagers captifs (hôpitaux, prisons...) est : Oui dès lors qu'ils ne sont matérialisés ni fichés : les regroupements confessionnels au sein des cimetières sont tolérés dès lors qu'ils ne constituent pas une obligation.



CARTE QUESTION



Qu'est-ce qu'un service public ?



Au XIXe siècle, dans quel domaine les partisans de la sécularisation de la société contestent-ils principalement l'influence de l'Église ?



Un enseignant dans une école publique peut-il organiser un temps de prière collective avec ses élèves ?



Un usager qui refuse d'être reçu par un agent public du sexe opposé se rend-il coupable de discrimination ?



Un groupe de gospel peut-il se produire sur la voie publique à l'occasion de la Fête de la Musique ?

CARTE QUESTION



Quelle limitation à la liberté religieuse a été introduite par la loi du 15 mars 2004 dans les établissements scolaires ?



Quel est le cadre juridique applicable, en matière de laïcité, en Guyane ?
a. La loi du 9 décembre 1905
b. Les décrets-lois Mandel de 1939
c. L'ordonnance royale du 27 août 1828 de Charles X



Un agent public peut-il refuser de venir travailler le dimanche afin d'aller à la messe ?



Un enseignant demande à un(e) élève d'une école publique de retirer un foulard en classe : a-t-il raison ?



Ma commune peut-elle ériger une croix sur le rond-point près de chez moi ?

CARTE QUESTION



Quel principe juridique a été créé pour assurer l'égalité de traitement des usagers par l'Etat ?



Comment s'appelle la commission mise en place en 2003 par Jacques Chirac pour faire le point sur l'application du principe de laïcité dans la République ?
a. La commission Raffarin
b. La commission « Le Centenaire de la Laïcité »
c. La commission Stasi.



Peut-on prier dans les couloirs de la mairie ?



Un agent hospitalier peut-il refuser de s'occuper d'un patient en raison de convictions religieuses ?



Une commune peut-elle ériger une statue du Pape ?

CARTE QUESTION



Quels sont les trois éléments constitutifs de l'ordre public, rappelés dans le code général des collectivités territoriales ?



En quelle année est supprimé le crime de blasphème en France ?



Un agent public peut-il afficher un calendrier religieux sur son bureau ?



Un administré demande à ce que son interlocuteur soit du même sexe que lui, pour des raisons religieuses. L'administration doit-elle faire droit à cette demande afin de garantir l'exercice du service public pour tous ?



Pourquoi l'installation de sapins de Noël sur la voie publique ne porte pas atteinte au principe de laïcité ?

CARTE QUESTION



Citez au moins un des trois principes du service public issus des lois de Rolland ?



En quelle année le principe de laïcité entre dans la Constitution ?



Un fonctionnaire peut-il refuser d'instruire un dossier de mariage civil déposé par deux personnes de même sexe en invoquant ses croyances religieuses ?



Une administrée peut-elle entrer dans une mairie en portant un voile ? (à voir pour le signe religieux) ?



Une rue peut-elle porter le nom d'un saint ?

CARTE QUESTION



Quelle valeur peut être formelle, réelle, de traitement ou de chance ?



Quel événement marque le point de départ du lien étroit entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel ?



Un agent public porte un collier avec comme pendentif une petite croix, suffisamment discrète pour être portée d'après lui. Doit-il le retirer durant l'exercice de ses fonctions ?



Une administrée peut-elle entrer dans une mairie en portant une burka ?



Peut-on porter un signe religieux sur l'espace public ?



Qui : l'éventuelle connotation religieuse de ce genre musical peut aussi s'inscrire dans une dimension culturelle plutôt que culturelle. et serait, de toute façon, librement permis sur la voie publique.



Non. La discrimination ne vaut que pour les personnes qui ont le pouvoir d'octroyer ou de refuser un service.



Non. Cela violerait les principes de laïcité et de neutralité religieuse.



L'école/l'éducation.



Une activité exercée directement par l'autorité publique (Etat, collectivité territoriale...) ou sous son contrôle, dans le but de satisfaire un besoin d'intérêt général.

CARTE RÉPONSE



Non car la loi de 1905 interdit de placer tout monument religieux dans l'espace public.



Oui, selon la loi de 2004, le port de tout signe religieux ostensible est interdit.



Non. Il n'est pas possible de se prévaloir de contraintes religieuses pour exonérer de ses obligations professionnelles.



c. L'ordonnance royale du 27 août 1828 de Charles X fait bénéficier au culte catholique d'un financement public. Le clergé catholique est ainsi salarié de l'Assemblée de Guyane.



L'interdiction du port de signe ostensible religieux pour les élèves des écoles, collèges et lycées publics.

CARTE RÉPONSE



Qui si des raisons étrangères au fait religieux le justifient (par exemple, une visite du Pape en tant que chef d'Etat ayant marqué l'histoire de la ville).



Il s'agit d'une faute professionnelle : il est tenu à une obligation de neutralité et de prodiguer des soins sans discrimination.



Non car cela porterait atteinte à la neutralité des locaux du service public.



c. La commission Stasi (du nom de Bernard Stasi, Médiateur de la République de 1998 à 2004, qui la présida).



Le principe de neutralité

CARTE RÉPONSE



Car il s'agit d'un symbole culturel et non culturel.



Non. Nul ne peut se prévaloir de ses croyances, y compris religieuses, pour demander une adaptation du service public et que l'Administration mette à sa disposition un autre agent que celui-ci avec lequel il avait à faire.



Non, cela serait considéré comme une violation du principe de neutralité religieuse.



En 1789, à la suite de la promulgation de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.



La sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques.

CARTE RÉPONSE



Qui si antérieur ou intérêt historique local.



Qui. N'étant pas une agente, la laïcité garantit sa liberté d'expression religieuse.



Non. Les fonctionnaires doivent respecter la loi et ne peuvent évidemment pas refuser d'instruire un dossier de mariage civil pour des motifs religieux.



En 1946 : le treizième alinéa du préambule de la Constitution du 26 octobre 1946, Constitution de la République dont le préambule est toujours en vigueur aujourd'hui en ce qu'il appartient au bloc de constitutionnalité, prévoit que « l'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat. »



Mutabilité, adaptabilité et continuité du service public

CARTE RÉPONSE



Qui : le principe de laïcité garantit la liberté d'expression religieuse.



Non. La dissimulation du visage sur l'espace public est interdite par la loi de 2010. Cette interdiction est étrangère au principe de laïcité : il s'agit d'une question sécuritaire et de vivre-ensemble.



Oui. Les agents sont tenus de respecter une neutralité absolue, tout signe religieux, même discret est donc interdit (à l'inverse des écoliers, collégiens et lycéens lorsqu'ils fréquentent leur établissement scolaire).



Le baptême de Clovis en 498 (date incertaine selon les historiens).



L'égalité

CARTE RÉPONSE

CARTE QUESTION



Quelle est la différence entre un menu alternatif et un menu confessionnel ?



Quel roman français du XXe siècle aborde la question de la religion et du pouvoir en France sous le prisme de la défense de l'existentialisme (courant philosophique selon lequel l'être humain forme l'essence de sa vie par ses propres actions, celles-ci n'étant pas prédéterminées par des doctrines théologiques, philosophiques ou morales) ?



Un agent peut-il refuser de retirer son signe religieux dans l'exercice de ses fonctions sous prétexte que son élu de référence en porte un ?



Au nom d'une religion, peut-on demander des horaires séparés femmes/hommes pour accéder aux équipements sportifs municipaux ?



Un citoyen français peut-il adhérer à une secte en France ?



CARTE QUESTION



La laïcité : une valeur ou un principe ?



Quels sont les cultes reconnus par le régime concordataire initié par Napoléon Bonaparte ? Donnez au moins leur nombre.



Afin de respecter la neutralité, par quoi puis-je remplacer mon voile religieux ?



Au nom de ma liberté religieuse, puis-je profiter d'une file d'attente au guichet de la mairie pour tracter pour mon église ?



Le maire de ma commune peut-il aller à la messe ?



CARTE QUESTION



Quelle obligation déontologique est le corollaire du principe de laïcité dans le statut de la fonction publique ?



En quelle année la loi sur la séparation des Églises et de l'État a-t-elle été promulguée en France ?



Un agent peut-il porter une toute petite croix sur un bracelet fantaisie ?



Les élèves suivant leur cursus supérieur au sein d'un lycée public (classes prépa, bts...) sont-ils soumis aux mêmes obligations que les lycéens ?



Puis-je m'adonner à du prosélytisme à la sortie des écoles ?



CARTE QUESTION



Quand a été créé le comité interministériel de la laïcité ?



Quel événement historique a, pour la première fois, matérialisé la stricte séparation de l'Église et de l'État ?



Un agent peut-il se faire tatouer une croix sur l'avant-bras, pour des raisons indépendantes du fait religieux ?



Peut-on manifester sur la voie publique à l'occasion des fêtes de Pâques ?



Dans quelle mesure le port d'un burkini peut-il être interdit sur une plage ?



CARTE QUESTION



Que recouvre l'obligation de neutralité des agents publics ?



Quel accord, signé entre Napoléon Ier et le Pape, a permis à la France de renouer avec le Saint-Siège en organisant un contrôle des religions (catholique, protestante et juive).



Pourquoi acquérir de la viande casher reviendrait à subventionner le culte juif ?



Dans quelle mesure les menus des cantines scolaires peuvent-ils prendre en compte des restrictions alimentaires pour motif religieux ?



Agent municipal de par mes fonctions, dois-je respecter la même obligation de neutralité lorsque je me rends à la mairie pour refaire ma carte d'identité ?



CARTE QUESTION



Quel symbole représente la France, République laïque ?



Quelles lois, adoptées sous la IIIe République, ont rendu l'école primaire obligatoire, gratuite et laïque ?



L'obligation de neutralité des agents publics s'applique-t-elle lorsqu'ils se restaurent au sein du restaurant administratif ?



Je me présente à un concours externe de l'Administration : suis-je tenu par l'obligation de neutralité ?



Agent public de par mes fonctions, suis-je tenu par mon obligation de neutralité lorsque je rentre à mon domicile ?



CARTE RÉPONSE

La neutralité des agents publics dans l'exercice de leurs fonctions recouvre trois champs : politique, religieux et philosophique.

Le Concordat de 180

Car l'achat de viande casher implique de payer des taxes de cachouete.

Il n'existe aucune obligation ni interdiction spécifique s'agissant de l'élaboration des menus scolaires.

Si des choix alimentaires (poisson le vendredi, menus sans porc, menus sans viande) sont tout à fait possibles, la présence d'aliments ayant obéi à un rite religieux (viande halal ou casher par exemple) est interdite car elle porterait atteinte à la neutralité des services publics.

Non car je m'y rendrais alors en tant qu'utilisateur du service public et ne serais donc pas tenu par mon obligation de neutralité à ce moment.



CARTE RÉPONSE

L'obligation de neutralité (article L. 121-2 du code général de la fonction publique)

En 1905, le 9 décembre.

Non. La croix est un signe religieux. Peu importe sa dimension, son port par un agent public est interdit durant l'exercice de ses fonctions.

Oui : bien qu'ils suivent un enseignement relevant du niveau supérieur, le fait qu'ils fréquentent le lycée aux côtés des lycéens du niveau secondaire leur interdit, comme ces derniers, de porter tout signe religieux ostensible dans l'enceinte de l'établissement.

Non car les enfants constituent un public fragile et influençable. De ce fait, tout prosélytisme à leur égard est considéré comme abusif.



CARTE RÉPONSE

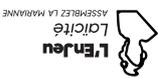
Marianne

Les lois Ferry (1881-1882)

Oui. Dès lors que l'agent accède au restaurant en tant qu'agent public, il doit respecter son obligation de neutralité.

Non car tant que je ne suis pas lauréat et nommé stagiaire, je suis un usager non soumis à l'obligation de neutralité. Toutefois, la connaissance de la portée juridique et pratique de l'obligation de neutralité peut être prise en compte par le jury lors de l'épreuve.

Non : l'obligation de neutralité des agents publics ne s'applique que dans l'exercice de leurs fonctions, c'est-à-dire lorsqu'ils œuvrent pour le service public qui doit être neutre.



CARTE RÉPONSE

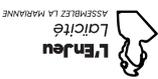
En 2021 (par le décret n°2021-716 du 4 juin 2021).

La Commune de Paris, par son décret du 3 avril 1871 : « L'Église est séparée de l'État » (art. 1^{er}).

Oui mais, s'il est agent public, il devra la dissimuler durant l'exercice de ses fonctions car quand bien même l'objet de son tatouage serait étranger au fait religieux, la croix demeure un signe religieux.

Oui : les congrégations religieuses sont autorisées au nom de la liberté religieuse, sous réserve de ne pas troubler l'ordre public.

L'interdiction du port d'un vêtement sur une plage ne peut se justifier qu'en cas de risque d'atteinte à l'ordre public.



CARTE RÉPONSE

Un menu alternatif revient simplement à « retirer les éléments proscrits par une religion » ou toute autre « conviction non religieuse », qu'elle soit « philosophique ou plus largement personnelle ». Un menu confessionnel implique que les ingrédients concernés aient, le cas échéant, suivi le rite religieux adéquat (par exemple, casher ou halal).

La Nausée, roman de Jean-Paul Sartre publié en 1938.

Non : les élus ne sont pas des agents publics et ne relèvent pas des mêmes dispositions. Ainsi et en dehors de cas spécifiques, ils ne sont pas soumis à la même neutralité absolue que les agents. Ces derniers ne peuvent donc, même pour ce motif, se délier de leur propre obligation de neutralité.

Non : le motif religieux ne peut fonder une décision ou un règlement permettant de différencier les horaires d'accès à un service public selon le sexe de l'usager/ère.

En France, l'État ne peut donner la qualification de secte à une communauté sans contrevenir à l'article 2 de la loi de 1905. Il est donc possible d'adhérer à n'importe quel mouvement religieux en France puisqu'aucun n'est officiellement qualifié de secte.



CARTE RÉPONSE

La laïcité est un principe juridique au service des trois valeurs présentes dans la devise française : la liberté (de conscience et de culte), l'égalité (de tous, quelles que soient leurs croyances) et la fraternité (favorisant le vivre-ensemble).

Quatre cultes sont régis par le Concordat de 1802 : catholique, protestant réformé, protestant luthérien et juif.

Il n'est pas possible de remplacer un vêtement religieux par un autre. En effet, tout accessoire neutre à la base, représenterait une entorse au principe de laïcité s'il était porté pour des raisons religieuses.

Non. Toute forme de prosélytisme dans les locaux administratifs serait de nature à en troubler la neutralité et est donc interdite.

Oui mais pas en représentation officielle.



CARTE QUESTION



Quel texte impose la neutralité religieuse des agents publics dans l'exercice de leurs fonctions ?



Quel évènement historique a conduit à la suppression de l'enseignement religieux dans les écoles publiques en 1882 ?



Un agent public, travaillant du lundi au vendredi, demande à son supérieur de bénéficier systématiquement de ses vendredis après-midi libres afin de respecter sa pratique du shabbat. Le supérieur est-il tenu d'accéder à sa demande ?



Dans un cimetière, un usager pose sur une tombe une croix haute de trois mètres. S'agit-il d'une entorse au principe de laïcité ?



Qu'impose l'obligation de réserve aux agents publics, y compris en dehors du service ?

CARTE QUESTION



La loi n°2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage sur l'espace public a-t-elle été votée au nom du principe de laïcité ?



Quel a été le premier roi de France à se convertir au catholicisme ?



Je suis candidat au concours interne dans l'administration. Dois-je respecter le principe de neutralité aux épreuves orales ?



Puis-je utiliser les locaux de la médiathèque pour donner des cours de catéchisme ?



Un agent public est-il tenu par son obligation de neutralité lorsqu'il se présente à un concours interne de l'administration ?

CARTE QUESTION



Quels articles de notre Constitution consacrent le principe de laïcité ?



Quelle grande figure politique française, souvent associée à la défense de la laïcité voire à l'anticléricalisme, a fondé le Parti radical ?



Définissez le temps de travail effectif durant lequel l'agent est soumis à l'obligation de neutralité.



Une association culturelle peut-elle louer une salle municipale pour la pratique de ses rites religieux ?



Dans quels cas une procession religieuse peut-elle être interdite ?

CARTE QUESTION



En quelle année la loi a-t-elle interdit aux élèves (écoliers, collégiens et lycéens) de porter tout signe religieux ostensible dans l'enceinte de leur établissement scolaire public ?



Quel texte de 1795 a proclamé pour la première fois que « Nul ne peut être contraint de contribuer aux frais d'un culte » ?



Durant sa pause, un agent peut-il se rendre dans un lieu de culte afin d'y prier ?



Un candidat au recrutement dans la fonction publique peut-il se rendre à un entretien en revêtant une kippa ?



Quelle obligation déontologique constitue une atténuation de la liberté d'expression pour les citoyens exerçant par ailleurs des fonctions publiques ?

CARTE QUESTION



Quelle loi de 2016 a renforcé les obligations auxquelles sont tenus les agents publics ?



Quand a eu lieu le massacre de la Saint-Barthélémy, durant lequel les protestants ont été pourchassés et tués par les catholiques et auquel le pouvoir royal a longtemps été accusé d'avoir été partie prenante ? Donnez au moins le siècle.



Le principe de laïcité interdit-il aux agents de manifester leurs convictions religieuses à titre privé ?



Dans quels locaux affectés au service public est-il possible de trouver des salles consacrées à la pratique de rites religieux ?



Peut-on prier dans la rue ?

CARTE QUESTION



Quels textes organisent les cultes en Outre-mer ?



Quel texte a été pris par le roi Henri IV le 13 avril 1598 octroyant des droits particuliers aux protestants en France, ouvrant ainsi une période d'accalmie après des siècles de guerres de religions ?



Un agent du service des sports peut-il se servir de son casier pour ranger son tapis de prière ?



En tant que parent d'élève, j'ai écrit au maire en demandant à ce que soit servie uniquement de la viande casher à la cantine scolaire ? Celui-ci est-il tenu d'accéder à ma demande ?



Puis-je avoir le visage entièrement couvert dans ma voiture ?



Prudence et modération dans l'expression de ses opinions.



Oui : si les terrains de sépulture relèvent de parties privées sur lesquelles les usagers peuvent apposer le signe religieux qu'ils souhaitent, les dimensions de celui-ci ne doivent pas être démesurées au point de porter atteinte à la neutralité



Le motif religieux n'a pas à être précisé : seules les nécessités liées à l'organisation du service conditionneront l'octroi ou non des vendredis après-midi à cet agent.



Les lois sur l'école laïque de Jules Ferry



Le statut de la fonction publique, au travers de l'article L. 121-2 du code général de la fonction publique.

CARTE RÉPONSE



Oui car dès lors qu'il s'agit de la voie interne, il se présente aux épreuves du fait de sa qualité d'agent public.



Non car cela porterait atteinte à la neutralité des locaux du service public de la médiathèque.



Oui car dès lors qu'il s'agit de la voie interne, je me présente aux épreuves du fait de ma qualité d'agent public.



Clovis



Non : elle trouve son origine dans des impératifs sécuritaires et de vivre-ensemble.

CARTE RÉPONSE



En cas de rixques de trouble à l'ordre public, comme toute autre manifestation.



Oui mais pas à titre gratuit ni définitif : l'occupation doit être ponctuelle et ne pas revêtir un caractère habituel tel qu'il porterait atteinte à la usage neutre que doit être celui d'une salle municipale.



Temps durant lequel l'agent est à la disposition de son employeur et se conforme à ses directives sans pouvoir vaquer à ses occupations personnelles.



Émile Combes



Articles 1^{er} et 2

CARTE RÉPONSE



L'obligation de réserve.



Oui : en se présentant à un entretien de recrutement, il n'est pas encore agent et n'est donc pas soumis au principe de neutralité. Attention néanmoins : en cas de recrutement, le port d'une kippa ne sera plus possible durant l'exercice des fonctions.



Cela dépend si la pause est incluse ou non dans son temps de travail effectif : si oui, se rendre dans un lieu de culte porterait alors atteinte à la neutralité de l'agent ; si non, il est libre de se rendre où il souhaite.



La Constitution de l'an III.



La loi n°2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics.

CARTE RÉPONSE



Oui, sous réserve de ne pas troubler l'ordre public.



Les locaux dans lesquels les usagers du service public sont considérés comme "capifs" car accueillis à temps complet, notamment les établissements médico-sociaux, hospitaliers ou pénitentiaires.



Non, seulement durant l'exercice de leurs fonctions afin de garantir la neutralité du service public et l'égalité de traitement des administrés et usagers.



Le 24 août 1572 (XVII^e siècle)



La loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (dite parfois loi « Déontologie »).

CARTE RÉPONSE



La voiture appartient à l'espace privé au sein duquel l'interdiction de dissimulation du visage ne s'applique pas. Cependant, le conducteur doit s'assurer que son vêtement lui permette d'assurer la sécurité de sa conduite. Par ailleurs, en cas de contrôle, les forces de l'ordre pourront lui demander de se découvrir le visage.



Une commune n'a aucune obligation de proposer un menu alternatif car la cantine scolaire est un service public facultatif.



Non car le casier n'est pas fait pour ça et la prière est interdite dans les locaux.



L'Édit de Nantes



Les décrets-lois Mandel de 1939

CARTE RÉPONSE

CARTE QUESTION



De quel texte fondamental ressort la phrase « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte » ?



Quel texte fondateur et universel, toujours en vigueur juridiquement, est venu marquer une rupture en consacrant la liberté de conscience et celle d'expression ?



Un agent hospitalier refuse de s'occuper d'un patient en raison de convictions religieuses. Quelles conséquences ?



En tant que parent d'élève, j'ai écrit au maire en demandant à ce que soit servi le vendredi uniquement du poisson à la cantine scolaire ? Celui-ci est-il tenu d'accéder à ma demande ?



Un citoyen peut-il demander à conserver son turban sikh sur sa pièce d'identité ?



CARTE QUESTION



Les actes prosélytes sur l'espace public sont-ils autorisés en France ?



Quel événement de la fin du XIXe siècle est venu, par le premier article de son premier décret, instaurer pour la première fois en France une stricte séparation des églises et de l'Etat en 1871 ?



Le maire peut-il ajouter à la devise républicaine le terme laïcité sur le fronton de la mairie ?



En tant que parent d'élève, j'ai écrit au maire en demandant à ce que soit exclu le porc de tout menu à la cantine scolaire ?



Si le principe est l'interdiction d'ériger tout signe ou monument religieux sur l'espace public, citez au moins deux espaces pour lesquels il existe une exception à ce principe.



CARTE QUESTION



Pour quelle raison le prosélytisme religieux a été consacré par la Cour européenne des Droits de l'Homme ?



Quelle charte rappelle l'ensemble des principes auxquels sont soumis les agents publics en matière de laïcité mais aussi les usagers ?



En télétravail, comment s'applique l'obligation de neutralité d'un agent ?



En tant que parent d'élève, j'ai écrit au maire en demandant à ce que toute forme de viande soit exclue des menus de la cantine scolaire ? Celui-ci est-il tenu d'accéder à ma demande ?



Dans quelles limites puis-je tracter pour ma paroisse à la sortie du métro ?



CARTE QUESTION



Qu'est-ce que le prosélytisme ?



Quel important lieu de culte parisien a été inauguré en 1926 à l'initiative de l'État ?



L'agent est-il tenu par son obligation de neutralité durant son temps de formation ?



Un détenu au sein d'un établissement carcéral peut-il exiger un menu confessionnel à la cantine ?



Les prêtres peuvent-ils se promener en soutane dans la rue ?



CARTE QUESTION



Définissez le terme « ostensible ».



Quel film français traite de la question de la laïcité à l'école avec un focus sur le voile islamique ?



Un agent public travaillant à l'accueil, par ailleurs de confession juive, peut-il remettre sa kippa lorsqu'il travaille en back office, en dehors du regard du public ?



Dans quelle mesure le port d'un burkini peut-il être interdit au sein d'une piscine municipale ?



Quel rôle jouent les espaces publics dans la promotion de la laïcité ?
a. Ils doivent être réservés aux cérémonies religieuses.
b. Ils servent de lieux de rencontre neutres pour tous les citoyens.
c. Ils sont des zones où seule la culture laïque est valorisée.



CARTE QUESTION



Définissez le terme « ostentatoire ».



Quelle œuvre littéraire publiée en 1988 a été au cœur de débats sur la laïcité en raison de ses critiques envers les religions monothéistes et dont l'auteur a fait l'objet d'une fatwa l'année suivante ?



Le port d'une barbe longue par un agent public constitue-t-il par principe une entorse au principe de laïcité ?



Un étudiant peut-il refuser de se présenter à un examen le samedi afin de respecter sa pratique religieuse et ainsi en demander le report ?



Puis-je déposer un ouvrage culturel dans une boîte à livres mise en place par la mairie ?



CARTE QUESTION



Les parents accompagnateurs lors des sorties scolaires peuvent-ils porter un signe religieux à cette occasion ?



Quel célèbre monument parisien, bien qu'il soit un lieu religieux, est devenu un symbole de la République et de la laïcité en France ?



Un musée municipal peut-il exposer des tableaux représentant l'iconographie religieuse ?



Un parent d'élève peut-il refuser que les vaccins obligatoires soient administrés à son enfant pour des motifs religieux ?



L'État français peut-il interdire à une secte de se réunir ?



CARTE QUESTION



Que garantit le principe de séparation des Églises et de l'État ?



Quel roman d'Albert Camus, Prix Nobel de littérature, aborde indirectement les tensions entre religion et laïcité ?



Un animateur pratiquant le jeûne dans le cadre de sa religion peut-il refuser d'assurer le service de cantine ?



Un usager du service public peut-il prier sur les escaliers d'accès à la mairie ?



Un candidat à une élection peut-il avoir un signe religieux sur ses affiches de campagne ?



CARTE QUESTION



Que garantit le pilier « égalité » de la laïcité ?



Quel(le) artiste a sculpté la statue de Marianne, symbole de la République laïque, située place de la République à Paris ?
a. Léopold Morice b. Camille Claudel c. Auguste Bartholdi



Un agent peut-il décorer son bureau avec la photo de baptême de son enfant ?



Une équipe de sport peut-elle demander à la collectivité de bénéficier d'une salle pour prier pour ses joueurs avant une compétition ?



Un candidat à une élection peut-il se prévaloir d'une appartenance religieuse ?



CARTE QUESTION



Que garantit le pilier « liberté » de la laïcité ?



Quelle comédie française de 1993, avec Christian Clavier et Jean Reno, illustre de manière humoristique les différences entre l'époque médiévale et la France laïque moderne ?



Un agent commet une entorse à sa neutralité en conviant ses collègues à son mariage religieux ?



Pourquoi est-il important de respecter la laïcité dans les services publics ?
a. Pour éviter que les débats se transforment en matchs de catch ?
b. Pour garantir l'égalité de tous les usagers ?
c. Pour que les fonctionnaires puissent porter des t-shirts à messages ?



Un candidat à une élection peut-il se présenter sous l'étiquette d'un parti dont le nom contient une référence religieuse ?





Il s'agit d'une séparation réciproque entre affaires religieuses et publiques : l'État ne s'immisce pas dans les affaires de l'Église ou de toute autre religion et inversement. L'État ne reconnaît donc aucun culte, ne peut les subventionner ni salarier un quelconque ministre de culte. L'Étranger, roman d'Albert Camus paru en 1942.

Non : ses convictions religieuses, personnelles, ne peuvent être prises en compte par l'administration qui l'emploie dans l'organisation du service public. En revanche, il n'est pas tenu de prendre un repas.

Non : les lieux affectés à un service public et leurs dépendances directes, tels les escaliers permettant l'accès à l'hôtel de ville, doivent demeurer neutres afin de garantir la neutralité de l'Administration.

Oui : cela fait partie de la liberté d'expression politique.

CARTE RÉPONSE



Il garantit les libertés de conscience et de culte : liberté vis-à-vis de la religion, liberté de manifester ses convictions (religieuses ou non), de croire ou ne pas croire, de pratiquer ou non.

« Les Visiteurs » (réalisateur : Jean-Marie Poiré).

C'est possible à condition que cela relève de leurs rapports privés et que cela demeure totalement indépendant du fonctionnement du service.

b) Pour garantir l'égalité de tous les usagers.

Oui : cela fait partie de la liberté d'expression politique.

CARTE RÉPONSE



Oui : étant extérieurs à l'établissement scolaire et à la mission de service public de l'enseignement, ils ne sont pas soumis à l'obligation de neutralité. En revanche, ils ne doivent pas adopter de comportement prosélyte à cette occasion ni participer aux activités pédagogiques organisées à l'occasion de cette sortie.

Le Panthéon

Oui : l'article 28 de la loi de 1905, en vertu duquel il est impossible d'apporter tout monument religieux dans l'espace public, prévoit expressément comme exception les musées et expositions.

Un parent d'élève a toute liberté pour décider que son enfant reçoive ou non des vaccins. Cependant, en cas d'absence de certains vaccins obligatoires, son enfant ne pourra pas être accepté à l'école.

L'État français ne reconnaissant aucun culte, il ne peut donc qu'inviter ou non un organisme de secte. Il peut cependant en cas de trouble à l'ordre public.

CARTE RÉPONSE



Il garantit l'égalité des citoyens à travers la neutralité de l'administration et du service public : tout administré ou usager du service public est traité de la même façon, qu'il soit ou non croyant et, le cas échéant, quelle que soit sa croyance.

a. Léopold Morice (1843-1920).

Non : la décoration de son bureau, même non accessible au public, doit respecter le principe de neutralité politique, religieuse et philosophique.

Les équipements sportifs appartenant à la collectivité disposent d'une destination sportive et non culturelle. Ils doivent rester neutres et ne peuvent accueillir d'activités culturelles en leur sein. Si une équipe venait à demander l'accès à une salle, il est possible de la mettre à disposition pour d'autres motifs que religieux.

Oui : cela fait partie de la liberté d'expression politique.

CARTE RÉPONSE